Commémoration du "Ustertag"

ou

la bienséance en politique

par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral

Discours prononcé à l'occasion de la fête commémorant le "Ustertag" le 23 novembre 2008 en l'église d'Uster ZH

TABLE DES MATIÈRES

l.	Que s'est-il passé le 22 novembre 1830?	3
II.	Les révendications du "Ustertag"	4
III.	Malséant! – Voilà la réponse de l'autorité	4
IV.	Que célébrons-nous lors du "Ustertag 2008"?	8
V.	"Ustertag": une incitation à se souvenir et à réfléchir	8
VI.	Le sens de la bienséance et de la malséance	9
VII.	Conclusion	12

I. Que s'est-il passé le 22 novembre 1830?

Un doux soleil d'arrière-automne souriait du ciel en ce 22 novembre 1830. Ce jour naissant ne savait pas encore qu'il allait prendre une grande place dans l'histoire. Quelque 10 000 hommes venant de toutes les régions du pays zurichois se retrouvaient en ce jour de novembre à Uster pour exprimer par une manifestation puissante leur insatisfaction devant les conditions politiques de l'époque.

C'est pour des raisons simplement pratiques que la localité d'Uster a été choisie: cette commune formait alors le centre géographique du canton de Zurich. Certains venaient en char, d'autres à cheval, mais la grande majorité arrivait à pied. Les organisateurs s'étaient dépêchés de faire distribuer au préalable des milliers d'invitations imprimées.

L'autorité n'observait pas d'un œil bienveillant les organisateurs de la manifestation. Ces derniers prenaient d'ailleurs un gros risque. Des lourdes peines d'emprisonnement, voire des condamnations à mort pour opposition à l'autorité étaient encore à l'ordre du jour dans notre canton peu avant ces événements. Songeons simplement aux affaires du "Stäfnerhandel" ou du "Bockenkrieg".

Cette fois aussi, des parlementaires de la ville de Zurich demandaient que l'on arrête tout simplement les meneurs. Ce n'est sans doute pas à tort que **l'on soupçonnait ces mauvaises têtes d'habiter avant tout sur la rive droite du lac de Zurich.** A tout temps cette région a été peuplée de gens qui ne craignent pas de contredire l'autorité et de se soulever contre l'injustice.

Il est pénible d'imaginer ce qui serait arrivé si un petit nombre seulement d'hommes avaient suivi l'appel à la manifestation populaire: des peines de prison, des châtiments corporels, des fortes amendes, peut-être même des exécutions en eurent été la conséquence.

Mais les gens des campagnes sont arrivés en force – dans un ordre parfait, sérieusement et dignement. Sur la prairie du Zimiker, en plein air, ils ont écouté les trois orateurs venus de Bauma, Stäfa et Wädenswil. Dans le calme et attentivement. La crainte – ou peut-être l'espoir sournois – de quelques Zurichois de la ville de voir cette manifestation dégénérer en violences devant les murs fortifiés de la cité était infondée. Après leur assemblée mémorable, les hommes d'Uster sont rentrés chez eux comme ils sont venus – dans le calme et dans la dignité. Mais cela n'a pas empêché l'autorité de s'agiter.

II. Les revendications du "Ustertag"

Quelle monstruosité réclamaient donc ces campagnards pour mettre l'autorité dans une telle effervescence? Ils demandaient tout simplement un droit qui va de soi aujourd'hui: un système électoral juste, concrètement que les deux tiers des sièges du parlement cantonal aillent à l'avenir à la population rurale. Une revendication pour le moins justifiée quand on sait que la campagne zurichoise comptait à l'époque vingt fois plus d'habitants que le chef-lieu.

Les manifestants exigeaient également

- la séparation des pouvoirs,
- la liberté de la presse,
- la publicité des séances du parlement,
- le droit de recours et de pétition,
- la fin du régime corporatiste,
- des élections ecclésiastiques dans les paroisses,
- moins d'impôts, de taxes et de redevances ainsi
- qu'une amélioration du système scolaire.

Des évidences, dirait-on d'un point de vue actuel, et des exigences parfaitement bienséantes.

Les manifestants ont approuvé à main levée et en jubilant les revendications déposées lors du "Ustertag", la Journée d'Uster.

III. Malséant! - Voilà la réponse de l'autorité

Comme nous l'avons dit plus haut, la manifestation s'est déroulée de manière totalement décente et les hommes d'Uster ont finalement adopté une "pétition respectueuse" qui commençait par une adresse pour le moins humble: "Hochwohlgeborener, Hochgeachteter Junker Amtsburgermeister! Hochgeachtete, hoch zu verehrende Herren und Obere!" (Très respecté et très estimé Bourgmestre, très honorés Messieurs et Supérieurs) pour conclure par une salutation du "très sage et très juste gouvernement". Cependant, la réaction de l'autorité était tout sauf respectueuse et bienséante. En fait, elle fut l'exact contraire.

Les gouvernants zurichois on réagi avec un **profond mépris** du haut de leurs fauteuils de fonction, de leurs salles de conseil, de leur chancelleries ou de leurs châteaux de baillis. Ils ont fait des grimasses écœurées, secoué leurs têtes coiffées de perruques poudrées, bref, ils trouvaient que ces revendications étaient complètement déplacées et malséantes.

4 / 12

¹ Andreas Kley: Das Uster-Memorial und der Ustertag. Dans: Commentationes Historiae Iuris Helveticae 1 (2006), p. 70-75.

On les comprend: leur pouvoir, leur réputation sociale et leur revenu étaient en péril. Mais comme ils s'estimaient fort dignes et avaient reçu une bonne éducation, ils ne le disaient pas ouvertement. Ils ont donc répondu avec beaucoup de style: cette critique, ont-ils expliqué, blessent leurs cœurs paternels puisqu'ils avaient toujours voulu le meilleur pour leurs sujets. Et d'ajouter que cette manie de la nouveauté était extrêmement dangereuse et dérangeante. En résumé: on accepte une critique bienséante, mais non pas une critique dans cette forme.

On n'a donc pas discuté du contenu des revendications, mais, comme toujours en pareil cas, on a préféré argumenter avec la bienséance. On a sévèrement critiqué la forme et le style. **Mauvais style, indécence, démagogie, irrespect à l'égard des institutions,** voilà quelques reproches parmi d'autres que les autorités ont faites aux hommes qui, en représentation de l'ensemble de la population rurale, étaient venus sur la prairie du Zimiker.

Le bourgmestre Hans von Reinhard louait devant le Grand Conseil "la sagesse des gouvernants" et critiquait sévèrement "l'égoïsme et la présomption" qui, selon lui, se s'étaient exprimés lors de la réunion d'Uster.²

Mais oui, ce fut déjà ainsi à l'époque! Nous connaissons bien la tendance à disqualifier une critique, aussi justifiée soit-elle, en la traitant de stupide et d'immorale. De tout temps et jusqu'à nos jours celles et ceux qui osent critiquer les gouvernants se voient reprocher "l'égoïsme et la présomption" alors que les gouvernants, eux, détiennent la "sagesse". Vous souvenez-vous des déclarations des magistrats UE après le rejet du traité européen par le peuple irlandais? Comment disait-on déjà? "Un tel traité ne doit jamais être soumis au peuple parce que la sagesse cède la place aux intérêts particuliers." Et on en a entendu bien d'autres. Et dans notre propre pays? N'avez-vous pas entendu des affirmations semblables?

Le préfet Heinrich Escher au château de Grüningen a qualifié les participants à la manifestation de "mal intentionnés" et a même parlé de "terrorisme".³

Combien de fois les moralisateurs parlent-il des **bas instincts** et de la **mentalité blâmable** des critiques? Là encore, rien de nouveau sous le soleil.

De la mauvaise intention à l'acte pénal, il n'y a qu'un pas. Heinrich Escher l'a franchi en lançant le reproche de **terrorisme**. Aujourd'hui, on s'efforce plutôt de bétonner les modes de penser. Celui qui ose se révolter contre ce corset des

Heinrich Escher: Erinnerungen seit mehr als sechzig Jahren", tome. 1, Zurich 1866, S. 68. Cf. aussi Schmid (1980), p. 15.

5 / 12

_

² Bürgermeister Hans von Reinhard vor dem Grossen Rat, 24.11.1830. Dans: Bruno Schmid (éd.): Der Ustertag im Spiegel seiner Zeit, Festschrift zur 150. Wiederkehr des 22. Novembers 1830, sans indication du lieu de publication. 1980, p. 13.

opinions est un être immoral. Les instruments les plus couramment utilisés pour surveiller les opinions, ce sont les **droits de l'homme** et le **droit international public**, deux affaires parfaitement honorables, cela va sans dire. Mais pour être **vraiment à la page**, il faut désormais plutôt accuser ses détracteurs de **violation de la norme pénale contre le racisme**.

Le préfet Johann Caspar Ott en son château de Greifensee s'est mis dans une sainte colère devant ce qu'il considérait comme "la volonté d'attaquer et de renverser les institutions existantes des tribunaux et de la justice". ⁴ Mais là encore il n'y a rien de nouveau: celui qui ose critiquer le gouvernement, le parlement ou les tribunaux se fait très vite accuser d'être un fossoyeur des institutions. Ce sont évidemment les personnes qui siègent dans ces institutions qui se plaignent le plus bruyamment de ces prétendues atteintes à leur prétendue dignité. Oh, ces éternelles craintes de voir les institutions s'effondrer dès qu'on les critique! La critique ne nuit pas aux institutions, pas plus qu'aux politiques et aux juges. Bien au contraire, c'est l'absence de critique qui est dangereuse; c'est quand ces institutions ne veulent plus entendre la voix du peuple qu'elles s'exposent à disparaître. Ainsi, le gouvernement et le parlement ont dû démissionner en 1831!

L'homme d'Etat thurgovien Johann Conrad Freyenmuth insultait dans son journal l'assemblée d'Uster: "Les mauvaises herbes auront toujours tendance à étouffer les plantes cultivées." A toutes les époques — aujourd'hui comme hier — les élites politiques ont eu tendance à se considérer comme la référence universelle. Voilà pourquoi ils n'ont que mépris pour ceux qui ne sont pas de leur avis. Ils se considèrent comme des plantes nobles et cultivées et traitent de mauvaises herbes les hommes réunis en assemblée pour défendre une autre opinion. Combien de fois après des votations populaires, quand les "simples citoyens" ont pris une autre décision que les gouvernants, des "instituts scientifiques" ainsi que les politiques et les médias perdants constatent à l'intention des élites que les imbéciles ont voté non alors que les "couches instruites" ont dit oui. Combien de fois ai-je été heureux de faire partie des imbéciles! Sinon nous serions tous déjà dans l'Union européenne.

Johann Caspar Bluntschli, professeur de droit public, a traité les campagnards réunis à Uster de "démagogues".⁶

Ce qualificatif était donc utilisé à l'époque déjà. Combien de fois nos professeurs parlent de démagogie et de populisme malséant quand quelqu'un ose

Christoph Mörgeli (éd..): "Beiträge zur Revolutionsgeschichte des Kantons Zürich", un manuscrit inconnu du préfet Johann Caspar Ott concernant le "Ustertag" de 1830, Stäfa 1991, p. 25.

⁵ Johann Conrad Freyenmuth, Tagebuch, 24.11.1830. Dans: Schmid (1980), p. 54.

⁶ Johann Caspar Bluntschli: Denkwürdiges aus meinem Leben, édité par Rudolf Seyerlen, tome 1, Die schweizerische Periode 1808-1848, Nördlingen 1884. Cf. Schmid (1980), p. 73.

aborder ouvertement un thème désagréable et, surtout, quand il s'exprime de manière à ce que les gens le comprennent.

Et on court même un vrai danger quand on ose dire tout haut ce que la plupart des gens pensent tout bas, mais sans oser l'exprimer! On se fait alors immédiatement traiter de démagogue, donc de séducteur du peuple, ou de populiste, donc de personne qui parle le langage du peuple. On s'en consolera en constatant que les orateurs de la Journée d'Uster n'ont pas eu un meilleur sort en cette année 1830. Nous devons cependant être reconnaissants à ces hommes qui ont été insultés et traités de démagogues et de populistes. Sans eux, nous n'aurions ni constitution libérale, ni droits populaires.

Il va de soi que dans le canton de Berne aussi des voix bienséantes se sont élevées pour critiquer l'esprit de révolte des Zurichois. C'est là une attitude que les représentants de l'Union démocratique du centre du canton de Zurich connaissent bien. Les Bernois estimaient en 1930 – je cite – "que les cantons de l'ouest de la Suisse doivent opposer une résistance ferme à ce malheur croissant". Le président du gouvernement bernois, Emanuel Friedrich von Fischer, a rejeté d'emblée "les critiques amères et passionnées" contre sa conduite prétendument parfaite des affaires, car toutes les intentions partant de Berne sont "pures".

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil: combien de fois n'entendons-nous pas la Berne fédérale nous appeler à la **bienséance**, **au respect et à la tolérance**, notamment à l'égard de la classe politique dont les intentions, tout le monde le sait, sont tellement pures. Les nôtres, en revanche, et celles des hommes qui s'étaient réunis sur la prairie du Zimker, ne le sont évidemment pas!

Vous le voyez bien, Mesdames et Messieurs, rien n'a changé.

Les gouvernants ont toujours été exposés à de fortes tentations. Au lieu de d'occuper des demandes et des soucis concrets de la population, ils préfèrent se prélasser dans les salons tellement plus confortables de la bienséance et du style. Et celles et ceux qui, à leurs yeux, manquent de bienséance et de style, se font très vite traiter d'indécents; de là, il n'y a qu'un pas pour que le critique désagréable se fasse systématiquement diaboliser et qu'il finisse même par être considéré comme un contrevenant à la loi.

Le but de cette procédure est évident: on tente d'étouffer le contenu des revendications, du message politique et de la critique en faisant passer leurs auteurs pour des gens sans style, sans décence, bref pour des êtres inférieurs. Cela a bien réussi aux gouvernants zurichois jusqu'à cette fameuse Journée d'Uster. Jusque-là, les initiateurs d'une constitution démocratique étaient couverts de honte, jetés en prison, voir exécutés en place publique. Mais – et c'est là justement l'aspect exceptionnel de cet événement histo-

⁸ Emanuel Friedrich von Fischer, rpésident du gouvernement, devant la Diète. Dans: Schmid (1980), p. 90.

Neue Schweizer Zeitung, Berne, 2.12.1830. Dans: Schmid (1980), p. 89.

rique – cette pratique ne fonctionnait plus après la Journée d'Uster de 1830!

IV. Que célébrons-nous lors du "Ustertag 2008"?

L'autorité ne pouvait plus se fermer devant des revendications présentées avec une telle force. En très peu de temps, une commission a élaboré une constitution moderne que le Grand Conseil et le peuple ont approuvée à de larges majorités.

Cette commémoration annuelle du "Ustertag", qui a toujours lieu le dimanche après-midi aux alentours du 22 novembre en la belle église d'Uster, est à ma connaissance l'unique célébration régulière d'une constitution en Suisse. Cette célébration doit nous rappeler que pour les Zurichois, et plus particulièrement pour les gens de la campagne, les droits politiques et économiques ne sont pas simplement un cadeau tombé du ciel.

Les hommes ainsi réprimandés par l'autorité s'opposaient avec détermination à l'idée que la gestion de l'Etat, donc le "politique", soit l'affaire d'une certaine couche de la population. Ils ne voulaient pas d'une vie sans souci où des politiciens professionnels et des fonctionnaires assument seuls la charge de la responsabilité politique. **Ils ne voulaient pas qu'un petit nombre dirige un grand nombre.** Non, les 10 000 hommes réunis en 1830 à Uster voulaient décider eux-mêmes de leur sort. Ils n'acceptaient pas que quelques gouvernants incarnent le souverain. Pour eux, le souverain était composé de la totalité des citoyens libres de la ville *et* de la campagne. Cette volonté s'est imposée et elle a été concrétisée au moins partiellement dans la nouvelle Constitution de 1830.

V. "Ustertag": une incitation à se souvenir et à réfléchir

La commémoration de la Journée d'Uster rappelle donc à juste titre et dignement cette assemblée de 1830, donc ce jour auquel nous devons une constitution zurichoise qui nous a apporté liberté, droit de participation et prospérité. Les droits populaires, la liberté de la presse, la séparation des pouvoirs et les prémices de la souveraineté populaire sont entrés dans la constitution de 1831. Voilà pourquoi la fête de la Journée d'Uster est un monument!

Mais je crois que la célébration de la Journée d'Uster n'est pas seulement une commémoration; **elle est aussi une invitation à réfléchir**. Pourquoi tant d'hommes sans droits, discriminés et ignorés ont-ils dû se battre des années durant pour quelque chose qui semble en fait aller de soi? Pourquoi a-t-on refusé de discuter avec eux du contenu de leurs revendications? Pourquoi ont-ils été décriés comme des agitateurs, des hérétiques, des indécents, des déma-

gogues? Cette question est parfaitement d'actualité. Plus grande est la chose politique, plus grande est la distance entre l'autorité et le peuple, plus grand est le danger que cette autorité s'enferme dans sa dignité et sa prétendue bienséance pour ignorer superbement les soucis, les inquiétudes et les souhaits de la population. Ce risque est moins grand dans la commune que dans le canton, moins grand dans le canton que dans la Confédération, moins grand dans la Confédération que dans l'UE, l'ONU, l'OCDE, etc. L'élite sait se donner des airs de bienséance et de décence. L'autorité de l'époque de la Journée d'Uster a agi ainsi et la classe politique actuelle en fait autant. A l'époque comme aujourd'hui, la bienséance et la bienpensance passent pour être les garants de la bonté. Le mauvais style et la malséance, en revanche, sont les attributs des méchants. A l'époque comme aujourd'hui, ce mode de réflexion dessert la cause.

VI. Le sens de la bienséance et de la malséance

Que signifie en fait "bienséance"? Il semble que ce soit un qualificatif relativement récent, n'en déplaise aux dévots qui attachent souvent une grande importance à la bienséance. Car le mot de bienséance ou plutôt son équivalent allemand "Anstand" – n'apparaît ni dans la Bible zurichoise et encore moins dans la Bible luthérienne, ni dans l'Ancien, ni dans le Nouveau Testament. Dans la traduction zurichoise ont trouve cinq fois l'adjectif "wohlanständig" (très séant) ou "unanständig" (malséant ou indécent)⁹, mais dans le sens de "wohlgestaltet" (bien formé) ou "missgestaltet" (mal formé).

Le mot allemand utilisé actuellement de "Anstand" (bienséance) est dérivé du verbe "anstehen", "stehen bleiben" (attendre, rester debout). En français, le mot "bienséant" provient de bien séant, donc qui sied, qui est convenable (Petit Robert). On peut en déduire plusieurs interprétations appliquées à la vie pratique: bien séant, c'est-à-dire demeurer séant dans une position d'attente. **Avoir une attitude bienséante signifie dans ce sens savoir attendre et laisser la priorité à d'autres**.

Ce "savoir attendre" apparaît cependant comme une vertu douteuse en ce sens que le mot allemand "Anstand" (bienséance) peut aussi signifier "affût", c'est-à-dire l'endroit où le chasseur attend le gibier qu'il va abattre...

Une autre interprétation du sens étymologique de la bienséance, donc de "séant", est d'en déduire la manière dont en fait attendre les autres. Cette attente imposée n'a pas forcément des motifs louables. Elle peut également être le résultat de l'indécision, de la paresse, de la "lâcheté devant l'ennemi" et tout

-

Quatre fois dans le 1^{er} Corinthien 17 et 12, une fois dans le 1^{er} Thessalonicien 4) en traduction du mot grec "eus'chemon" ou. "as'chemon", qui signifie "bien formé" ou "mal formé".

simplement aussi la volonté fondamentalement méchante de faire attendre les autres.

Cette ambiguïté linguistique n'est pas due au fait que la langue est incapable de désigner clairement une action ou une attitude. Elle indique bien plus qu'une langue vivante et naturelle correspond à la vraie vie, donc à la nature de l'homme. "Ich bin kein ausgeklügelt Buch, ich bin ein **Mensch mit seinem Widerspruch**" ("Je ne suis pas un livre bien réfléchi, **je suis un homme avec toutes ses contradictions"**). Du coup, le mot allemand "Anstand" peut exprimer aussi bien l'amour du prochain, le respect, la noblesse de cœur, **mais aussi la pire des méchancetés**.

C'est le motif qui compte!

La bienséance est un mot fréquemment utilisé depuis quelque temps, notamment dans les rapports avec l'UDC. La bienséance semble soudainement être la grande revendication politique et la grande vertu (généralement autoproclamée) de notre temps. On a assisté à la fondation de nouveaux partis dont l'action politique s'épuise dans la dite bienséance.

Il est extrêmement révélateur que l'on préfère justement le mot de bienséance – "Anstand" en allemand – à celui de forme ou de style. Ce constat met en évidence un problème central de notre temps.

L'ambiguïté du langage politique permet en effet de dissimuler systématiquement les vrais motifs d'une action politique. Les baillis de l'époque de la Journée d'Uster le savaient très bien, comme leurs successeurs modernes qui, eux aussi, adorent se comporter en apôtres de la bienséance.

Une des caractéristiques du politicien pourri est de se présenter sous les traits d'un homme simple et honnête, d'un bienpensant d'un haut niveau éthique, bref d'un homme bienséant – donc qui sait attendre respectueusement sur son séant. En réalité, s'il adopte cette position, c'est avant tout pour guetter et abattre au bon moment, comme le chausseur à l'affût, sa proie, c'est-à-dire son rival politique. Il va de soi qu'il sait aussi attendre patiemment sur son séant que les problèmes délicats se règlent d'eux-mêmes ou soient réglés par les autres. Lui, dans sa position, n'est capable que de belles choses.

Ne serait-il pas utile de regarder plus souvent derrière les façades de la bienséance? La sournoiserie est-elle donc décente parce qu'elle s'entoure d'un manteau de bienséance? Est-il bienséant de rester sur son séant devant l'injustice? Les 10 000 hommes rassemblés à Uster ont répondu par la négative à cette question. Est-il bienséant de se taire alors qu'une parole claire s'impose? Durant toute ma vie j'ai beaucoup plus souffert des mensonges de salon, que tout le monde jugeait bienséants, que des paroles directes et ouver-

-

¹⁰ Conrad Ferdinand Meyer: devise pour "Huttens letzte Tage, eine Dichtung", 1^{re} éd. ., Leipzig 1872.

tes. La dramaturge anglais George Bernhard Shaw a dit fort justement: "La bienséance est la conjuration des malséants avec le silence."

Il va de soi que je ne prends pas ici la défense de la mauvaise éducation. Bien entendu, il est nécessaire de faire respecter les règles élémentaires de la co-habitation, par exemple en éduquant les enfants. **Un manque d'éducation qui fait de la grossièreté un but en soi est effectivement malséant.**

Mois trop souvent on voit des responsables avancer des arguments de la bienséance dans l'unique but de ne pas devoir entrer en matière sur des questions précises. La bienséance sert de bouclier contre des critiques justifiées ou permet d'éviter de devoir aborder un sujet désagréable. Pourtant, la présentation sans ménagement de la réalité, de la réalité de la vie, est sans doute la tâche la plus importante de la politique.

L'important, c'est toujours le motif.

Il faut faire quelque chose de malséant quand c'est nécessaire. Il faut parfois provoquer pour déclencher une bonne réaction face à un développement néfaste. Provoquer vient du latin "provocare" qui signifie faire sortir.

Prenons donc un exemple dans l'histoire du passé pour ne vexer personne aujourd'hui. C'est à Winston Churchill que revient le mérite historique d'avoir libéré l'Europe de la tyrannie nazie. Il a donc fait une politique éminemment bienséante. Pourtant, Winston Churchill ne passait pas pour un gentleman britannique accompli, mais plutôt – surtout auprès de ses adversaires politiques – comme un grossier malhonnête.

Churchill se battait à l'époque contre la dangereuse politique de "l'apeasement" de ses adversaires politiques. Ces milieux cherchaient l'harmonie à tout prix. Ils cédaient partout. Churchill a dû se débarrasser de cette tendance certes confortable, mais mortelle pour le pays. Il a finalement dû promettre "du sang, de la sueur et des larmes" au peuple anglais avant d'entrer en fonction.

Lorsque ses adversaires politiques lui ont demandé un jour s'il avait déjà vu son successeur, Churchill leur aurait répondu: "Oui, oui, j'ai vu une limousine vide et le premier-ministre en est sorti." Une déclaration qui a fait un scandale énorme à l'époque. Pensez donc: un homme politique de premier plan qui ose parler ainsi. Où sont restées la bienséance et la décence? Or, cette malséance avait pour but de dénoncer la dangereuse politique de l'alignement à tout prix. Je vous le disais: c'est toujours le motif qui compte!

VII. Conclusion

Nous avons appris que les gouvernants de 1830 étaient fort désappointés de la Journée d'Uster. Pour l'autorité, la tenue de cette assemblée et les revendications qui y ont été formulées étaient totalement malséantes. Néanmoins, cette manifestation a débouché sur une constitution dont nous, les descendants de ces hommes courageux, profitons et récoltons les fruits. Pour les hommes d'Uster, seul comptait le contenu. S'ils s'étaient avant tout préoccupés de la forme et du style, ils n'auraient rien obtenu. Durant les délibérations sur la nouvelle constitution, l'autorité a encore reçu des centaines de pétitions de simples citoyens, souvent écrites dans un allemand approximatif et témoignant vigoureusement d'une grande insatisfaction. Mais le nouvel esprit démocratique d'Uster s'est manifesté en ce sens que l'on n'a plus écarté d'un revers de main arrogant ces propositions parfois maladroites, mais qu'on les a toutes examinées, qu'on en a tenu compte dans la mesure du possible et qu'on les conservées jusqu'à ce jour.

Ce souvenir de la Journée d'Uster doit nous rappeler chaque année combien est grand le danger d'un fossé entre les gouvernants et les gouvernés.

Et les politiciens de toutes les époques sont invités à ne pas se soustraire aux besoins de la collectivité par des arguments de style et de bienséance, mais au contraire à affronter la réalité de la vie.